



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet National Cybercrime Solution Projec Solution nationale en matière de cybercriminalité	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-205915/D	Amendment No. - N° modif. 015
Client Reference No. - N° de référence du client M7594-205915	Date 2021-06-23
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-155-39352	
File No. - N° de dossier 164xl.M7594-205915	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-07-13 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kumar, Rajesh	Buyer Id - Id de l'acheteur 164xl
Telephone No. - N° de téléphone (613) 914-7906 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification 015 de l'invitation à soumissionner vise à :

1. **Pour corriger les séquences de numérotation de la modification 14 Questions et réponses affichées le 22 juin 2021.**
 2. **Mise à jour de la Partie 7- Clauses du contrat subséquent, Section 7.18 - Exigences relatives à la sécurité, paragraphe c), item iii**
 3. **Mise à jour de l'Annexe A - Énoncé des travaux, Section 3.1 - Portée des travaux, paragraphe d)**
 4. **Mise à jour de l'Annexe A - Énoncé des travaux, Section 4.6 - Déploiement infonuagique, paragraphe a), item i.**
 5. **Mise à jour de l'Annexe A - Énoncé des travaux, Section 7.2 - Liste des produits livrables de la phase 2, paragraphe a), item vi. (2) j)**
 6. **Mise à jour de l'Annexe A - Énoncé des travaux, Appendice G - Tableaux de référence pour le modèle de services infonuagiques, paragraphe 2**
 7. **Mettre à jour l'Annexe J – Évaluation Technique, Section 1.0 - Critères Obligatoires (CO), item CO-55**
 8. **Mettre à jour l'Annexe J – Évaluation Technique, Section 4.1 - Critères organisationnels et critères de gestion cotés, item CCE-3, Échelle de cotation**
 9. **Afficher les questions et réponses**
-

L'invitation à soumissionner est modifié comme suit :

1. **Séquences de numérotation des questions et réponses de la modification 14 publiées le 22 juin 2021 :**

Les numéros de question et de réponse postés #131, 139, 154 et 156 auraient dû se lire : 140, 141, 142 et 143 respectivement.
2. **Partie 7- Clauses du contrat subséquent, Section 7.18 - Exigences relatives à la sécurité, paragraphe c), item iii est par la présente SUPPRIMÉ dans son intégralité et REMPLACÉ par le texte suivant;**

7.18 Exigences relatives à la sécurité

- (c) (iii) L'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire doit mettre en œuvre des contrôles pour assurer l'isolement approprié des ressources de sorte que les données du Canada ne soient pas mêlées avec les données d'autres locataires, pendant l'utilisation, le stockage ou le transit, et dans tous les aspects de la fonctionnalité et de l'administration des systèmes des services en nuage et de l'infrastructure de l'entrepreneur. Cela comprend la mise en œuvre de contrôles d'accès et l'application d'une ségrégation logique ou physique appropriée afin d'assurer :

3. Annexe A - Énoncé des travaux, Section 3.1 - Portée des travaux, paragraphe d) est par la présente SUPPRIMÉ dans son intégralité et REMPLACÉ par le texte suivant;

3.1 Portée des travaux

- d) La solution peut prendre trois formes : elle peut être gérée par la GRC (IaaS ou PaaS privé dans un espace infonuagique protégé B de la GRC) avec octroi de licences d'utilisateur; ou il peut s'agir d'un logiciel-service (SaaS) ou d'une PaaS publique ou d'une combinaison de SaaS et de licences perpétuelles (ci-après « solution hybride »).

4. Annexe A - Énoncé des travaux, Section 4.6 - Déploiement infonuagique, paragraphe a), item i. est par la présente SUPPRIMÉ dans son intégralité et REMPLACÉ par le texte suivant;

4.6 Déploiement infonuagique

- a) i. Solution interne gérée par la GRC (IaaS ou PaaS dans l'espace infonuagique protégé B de la GRC) avec octroi de licences d'utilisateur – Solution déployée, exploitée et gérée par la GRC dans l'espace infonuagique Protégé B de la GRC en utilisant l'infrastructure du fournisseur de services d'inonuagique (FSI) applicable à la solution.

5. Annexe A - Énoncé des travaux, Section 7.2 - Liste des produits livrables de la phase 2, paragraphe a), item vi. (2) j) est par la présente SUPPRIMÉ dans son intégralité et REMPLACÉ par le texte suivant;

7.2 Liste des produits livrables de la phase 2

- a) vi. (2) j) Une description du modèle de services infonuagiques de la solution décrivant comment la solution est déployée en ce qui concerne les modèles de services infonuagiques (Solution interne gérée par la GRC (IaaS ou PaaS privée) dans un espace infonuagique protégé B de la GRC avec l'octroi de licences d'utilisateur, en tant que logiciel en tant que service (SaaS) ou PaaS public ou une combinaison de SaaS et de licences perpétuelles (ci-après « solution hybride »).

6. Annexe A - Énoncé des travaux, Appendice G - Tableaux de référence pour le modèle de services infonuagiques, paragraphe 2 est par la présente SUPPRIMÉ dans son intégralité et REMPLACÉ par le texte suivant;

2. Les entrepreneurs qui proposent une solution pour laquelle la GRC devra s'approvisionner en services et ressources infonuagiques (dans le cas où l'ensemble ou une partie de la solution est hébergée dans l'espace infonuagique de la GRC [IaaS ou PaaS privée]) avec octroi de licences d'utilisateur doivent remplir les sections applicables du Tableau G 1 : Ressources infonuagiques que la GRC doit fournir. Il faut suivre les instructions suivantes :
 - a. indiquer le fournisseur de services infonuagiques;
 - b. inclure une brève description de chaque service ou ressource infonuagique que la GRC hébergera dans son espace infonuagique et préciser la page ou l'endroit où se trouvent les détails pertinents dans la section sur le modèle de services infonuagiques de l'entrepreneur de la documentation sur l'architecture de solution proposée;
 - c. fournir à l'autorité technique tous les renseignements dont elle a besoin pour calculer auprès d'un fournisseur de services infonuagiques le coût approximatif des ressources infonuagiques que la GRC devra fournir pour que la solution proposée puisse être prise en charge;
 - d. utiliser les termes employés par le fournisseur de services infonuagiques pour décrire les services et les ressources infonuagiques pertinents, y compris les types et les tailles;
 - e. préciser la page ou la section de la documentation sur l'architecture du système (voir la Section 4.1 – Exigences générales) qui traite de l'environnement virtuel, de la taille, de l'élasticité, de l'extensibilité, de la haute disponibilité et de la résilience de la ressource, de la croissance des données sur 10 ans, etc.
 - f. fournir tous les renseignements dont la GRC a besoin pour calculer auprès d'un fournisseur de services infonuagiques le coût des services ou des ressources infonuagiques hébergera dans son espace infonuagique.

7. Annexe J – Évaluation Technique, Section 1.0 - Critères Obligatoires (CO), item CO-55 est par la présente SUPPRIMÉ dans son intégralité et REMPLACÉ par le texte suivant ;

CO-55

À la clôture de l'appel d'offres, le soumissionnaire doit démontrer la conformité de ses FSI à l'infrastructure ADNS du FSI du GC. Comme preuve, le Canada

acceptera une capture d'écran du site Web des Services de courtage infonuagique du GC – Fournisseurs (<https://cloud-broker.canada.ca/s/central-provider-page-v2?language=fr>) qui comprend le nom ou le logo du FSI du soumissionnaire.

8. Annexe J – Évaluation Technique, Section 4.1 - Critères organisationnels et critères de gestion cotés, item CCE-3, Échelle de cotation est par la présente SUPPRIMÉ dans son intégralité et REMPLACÉ par le texte suivant ;

CCE-3, Échelle de cotation

50 points (10 points pour chaque année au delà des 10 ans obligatoires – jusqu'à un maximum de 15 ans)

9. Afficher les questions et réponses :

Question #	Question	Réponse
144	<p>Concernant le point 7.18 c) L'entrepreneur ou le sous traitant étranger destinataire doit s'assurer que toutes les bases de données comprenant des données relatives au présent contrat ou contrat de sous traitance et archivées sont isolées sur les plans physique et logique, en d'autres termes qu'elles n'ont aucune connexion directe ou indirecte de quelque type que ce soit avec d'autres bases de données.</p> <p>Il ne s'agit pas d'une exigence du SCT, du CCC ou de SPC pour les solutions infonuagiques rencontrant la norme de sécurité Protégé B, Intégrité moyenne, Disponibilité moyenne. Le Canada a t il l'intention de redéfinir les attestations et les contrôles de sécurité Protégé B déjà en place au Canada et acceptés par les fournisseurs de services d'infonuagique? Veuillez supprimer les renvois visant l'isolement sur le plan physique dans la DP.</p>	<p>Le Canada accepte de mettre à jour le point 7.18 c) (iii) pour supprimer la référence à l'isolement physique des données.</p> <p>Voir la modification.</p>
145	<p>Section 7.2 – Durée du contrat</p> <p>On indique que la durée initiale est de trois (3) ans, ce qui comprend la phase 1, et que le Canada peut prolonger la durée du contrat jusqu'à concurrence de huit (8) périodes supplémentaires d'un an, pour un total de 11 ans.</p> <p>Dans le Tableau 2 1 de la Section 2.6, toutefois, l'échéancier des produits livrables de la phase 1 est de 21 semaines (environ 5 mois). Le Tableau de prix 1 précise le prix d'évaluation pour cette phase du projet.</p> <p>Le point d) de la Section 7.1 – Aperçu indique que la mise en œuvre de la phase 2 doit prendre fin</p>	<p>a) Les soumissionnaires sont priés de noter qu'après l'achèvement et la livraison des produits livrables de la phase 1, le Canada effectuera l'ECC et exercera ses droits auprès de l'entrepreneur le mieux classé d'après l'ECC pour mettre en œuvre la phase 2. L'entrepreneur le mieux classé d'après l'ECC sera tenu, en vertu du contrat, de fournir les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la phase 2 au moment où le Canada exercera cette option.</p>

Question #	Question	Réponse
	<p>environ 17 mois suivant la date de l'exercice de cette option par le gouvernement du Canada. Les tableaux de prix 3 et 4 indiquent les prix qui s'appliquent à la période de mise en œuvre de la phase 2.</p> <p>Les tableaux de prix TP5A, TP5B, TP6, TP7 et TP8 ne s'appliquent qu'aux huit années d'option.</p> <p>Il existe un écart d'environ 14 mois qui n'est représenté dans aucun tableau de prix, si l'on suppose que les phases 1 et 2 se suivent sans écart. Plusieurs questions se posent alors.</p> <p>a) Combien de semaines après l'achèvement de la phase 1 le Canada prévoit-il attribuer le contrat pour la phase 2? Les soumissionnaires devront conserver les ressources de la phase 1 qui sont censées exécuter la phase 2 comme étant disponibles pour le contrat et, à ce titre, engager des frais pendant cette période de décision. Autrement, les calendriers et l'évaluation des risques du projet doivent tenir compte du fait que les ressources exécutant la phase 1 pourraient ne pas être disponibles pour la phase 2.</p> <p>b) Où les soumissionnaires doivent-ils fournir leur prix pour la période comprise entre la fin de la période de mise en œuvre et la fin du contrat de trois ans? Selon les durées proposées par le gouvernement du Canada, la mise en œuvre prendra fin avant le contrat de trois ans. Rien ne permet d'indiquer, dans le tableau de prix, un montant pour la période entre la fin de la mise en œuvre et le début de la première année d'option.</p>	<p>b) Il n'y a pas d'écart dans les tableaux de prix entre la fin de la période de mise en œuvre et le début des années d'option. Le Canada a l'entière discrétion et le droit d'exercer la première période d'option au fur et à mesure des besoins. Les tableaux de prix de l'annexe B doivent être remplis en conséquence.</p>
146	<p>CO 55</p> <p>On peut lire : « Le soumissionnaire doit démontrer sa conformité en fournissant des preuves qui démontrent une intégration réussie entre son programme de sécurité des contrats (PSC) et le réseau du gouvernement du Canada au moyen de l'infrastructure ADNS. »</p> <p>Quels types de preuves le gouvernement du Canada jugera-t-il acceptables pour démontrer l'intégration réussie de la plateforme infonuagique au projet d'infrastructure ADNS de SPC et du SCT?</p>	<p>Le CO-55 sera modifié afin de préciser les preuves de conformité acceptables. Voir la modification.</p>
147	<p>Clause 7.10 Réparations</p> <p>La clause 7.10 s'applique-t-elle à l'ensemble des modalités du contrat, c.-à-d. s'applique-t-elle aux années d'option? Selon la définition générale du</p>	<p>Section 7.10 – Réparations</p> <p>a. S'applique uniquement à la période initiale du contrat (voir 7.2 Durée du contrat a) et b)) – pour une période de</p>

Question #	Question	Réponse
	terme « période du contrat », la clause ne s'applique pas aux années d'option. Par exemple, si le Canada découvre une lacune à la huitième année d'un élément développé et mis en œuvre à l'année 1, cette clause semble déraisonnable. Le Canada peut-il confirmer que la clause ne s'applique pas aux années d'option?	3 ans à compter de la date d'attribution du contrat. b. S'applique UNIQUEMENT aux modalités de l'ensemble du contrat si des années d'option sont exercées (7.2 Durée du contrat c)).
148	CO-3 et CCE-3 Le CO-3 dit ceci : « A. Le GPP doit posséder au moins dix (10) ans [...] » Le CCE-3 dit ceci : « Le soumissionnaire devrait montrer le nombre d'années au-delà des 10 ans obligatoires [...] » L'échelle de cotation du CCE-3 dit ceci : 50 points (5 points pour chaque année au-delà des 5 ans obligatoires – jusqu'à un maximum de 10 ans) Il semble y avoir une divergence ici. Le Canada peut-il clarifier les exigences et diffuser une modification pour corriger la divergence?	L'entrée pour l'échelle de cotation du CCE 3 sera modifiée et devra indiquer ce qui suit : 10 points pour chaque année au delà des 10 ans obligatoires – jusqu'à un maximum de 15 ans. Voir la modification.
149	Selon la section 3.1.d : d) La solution peut prendre trois formes : elle peut être gérée par la GRC (IaaS ou PaaS privée dans un espace infonuagique Protégé B de la GRC) avec octroi de licences perpétuelles; ou il peut s'agir d'un SaaS ou d'une PaaS publique, ou d'une combinaison de SaaS et de licences perpétuelles (ci-après « solution hybride »). Cela ne prend pas en considération les soumissionnaires qui ont des services d'abonnement incluant une flexibilité quant à l'endroit où le logiciel peut être exécuté, y compris dans une PaaS privée, et où ces abonnements ne comprennent pas de licences perpétuelles. Pouvez-vous s'il vous plaît mettre à jour la section 3.1.d pour inclure cette option?	Le Canada modifiera l'énoncé des travail pour remplacer le terme Licence perpétuelle par Licence d'utilisateur afin de permettre l'utilisation des tarifs d'abonnement pour les solutions PaaS privées. Voir la modification.

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES RESTENT INCHANGÉS.